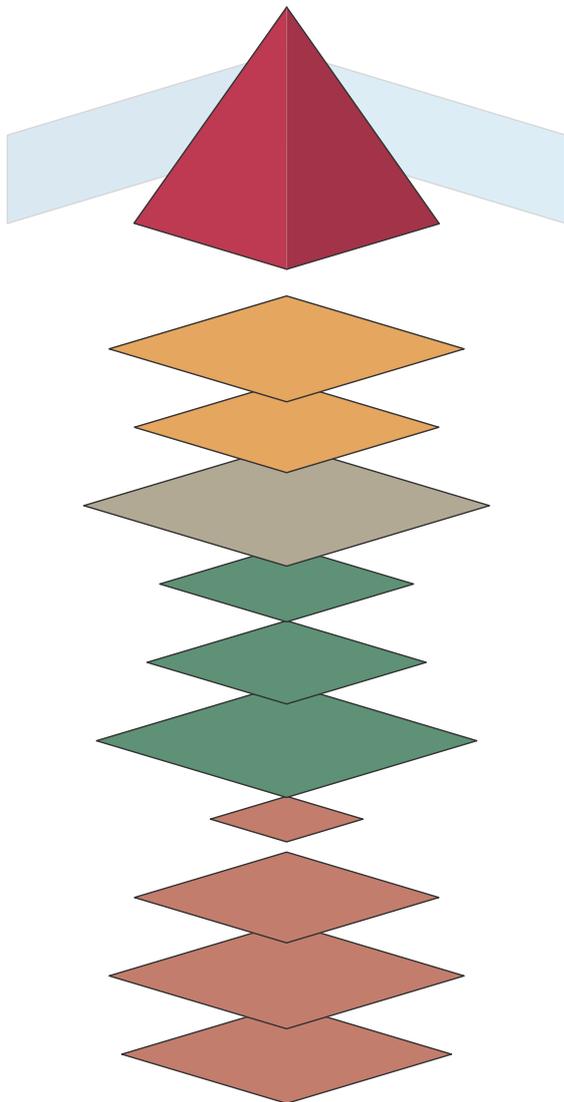


 **MALI**



 **5,89**  
**SCORE DE CRIMINALITÉ**

**49<sup>e</sup>** sur 193 pays  
**16<sup>e</sup>** sur 54 pays africains  
**5<sup>e</sup>** sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

 **MARCHÉS CRIMINELS** **6,15**

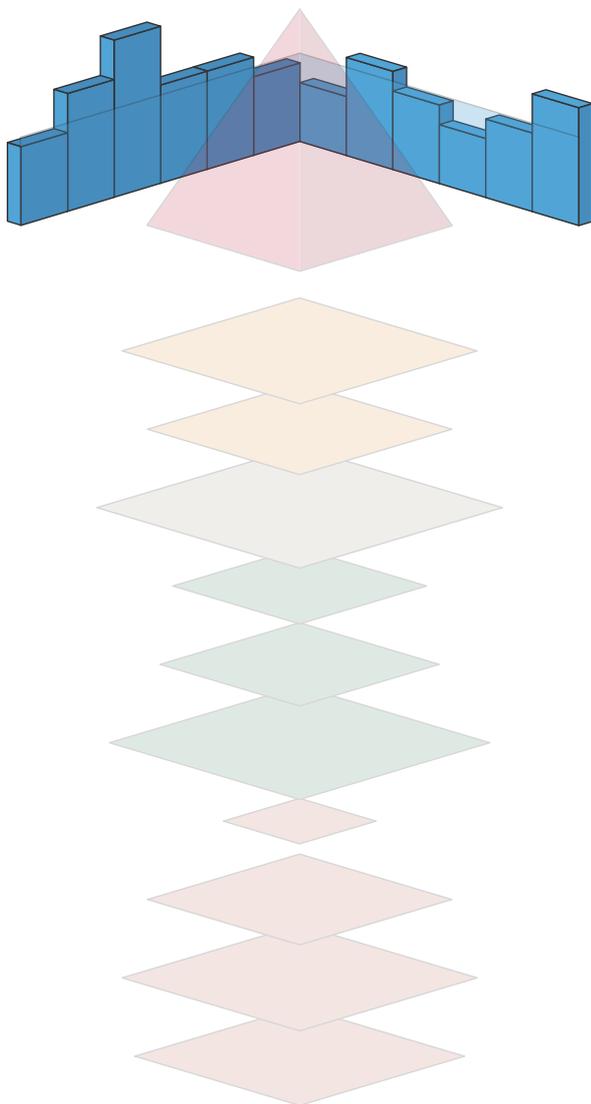
TRAITE DES PERSONNES	<b>7,00</b>
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	<b>6,00</b>
TRAFIC D' ARMES	<b>8,00</b>
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	<b>5,00</b>
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	<b>5,50</b>
CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUVELABLES	<b>7,50</b>
COMMERCE D' HÉROÏNE	<b>3,00</b>
COMMERCE DE COCAÏNE	<b>6,00</b>
COMMERCE DE CANNABIS	<b>7,00</b>
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	<b>6,50</b>

 **ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** **5,63**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	<b>3,00</b>
RÉSEAUX CRIMINELS	<b>7,00</b>
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	<b>8,50</b>
ACTEURS ÉTRANGERS	<b>4,00</b>

 **2,38**  
**SCORE DE RÉSILIENCE**

**178<sup>e</sup>** sur 193 pays  
**45<sup>e</sup>** sur 54 pays africains  
**15<sup>e</sup>** sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest



**2,38**  
**SCORE DE RÉSILIENCE**

**178<sup>e</sup>** sur 193 pays  
**45<sup>e</sup>** sur 54 pays africains  
**15<sup>e</sup>** sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	<b>2,00</b>
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	<b>3,00</b>
COOPÉRATION INTERNATIONALE	<b>4,00</b>
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	<b>2,50</b>
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	<b>2,50</b>
FORCES DE L' ORDRE	<b>2,00</b>
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	<b>1,50</b>
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT	<b>2,50</b>
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	<b>2,00</b>
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	<b>1,50</b>
PRÉVENTION	<b>2,00</b>
ACTEURS NON ÉTATIQUES	<b>3,00</b>

**5,89**  
**SCORE DE CRIMINALITÉ**

**49<sup>e</sup>** sur 193 pays  
**16<sup>e</sup>** sur 54 pays africains  
**5<sup>e</sup>** sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

 <b>MARCHÉS CRIMINELS</b>	<b>6,15</b>
 <b>ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ</b>	<b>5,63</b>

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

Le Mali est un pays d'origine, un point de transit et un pays d'accueil pour les hommes, les femmes et les enfants soumis à la traite des personnes, y compris à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. Globalement, la traite à l'intérieur du pays semble plus répandue que les activités transfrontalières. Depuis 2012, les insurgés opérant dans le nord du pays, y compris les groupes rebelles et extrémistes islamiques, recrutent des enfants, principalement des garçons, pour les combats. Ces groupes étant de plus en plus actifs dans le contrôle de l'exploitation aurifère, la prostitution est également interdite dans ces régions, laissant les femmes et les jeunes filles victimes de la traite dans des situations précaires. Des garçons du Mali, mais aussi de Guinée et du Burkina Faso sont contraints au travail forcé dans divers secteurs. En dehors du pays, il est de notoriété publique que les professeurs coraniques forcent les garçons maliens à mendier ou à effectuer des travaux agricoles dans les pays voisins. Les femmes et les filles maliennes sont exploitées sexuellement dans d'autres pays, notamment au Gabon, en Libye, au Liban et en Tunisie, et envoyées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pour y travailler comme domestiques. Des femmes d'autres pays d'Afrique de l'Ouest sont attirées au Mali par de fausses promesses de travail, puis sont exploitées sexuellement.

Pour faciliter leur passage à travers les frontières, les Maliens s'appuient sur des réseaux de passeurs établis, mais décentralisés, y compris certains groupes touaregs de la région. Les activités de contrebande sont particulièrement répandues dans le nord du pays, dont des groupes armés ont pris le contrôle, protégeant ainsi les activités liées au trafic d'êtres humains. La production de faux et de documents frauduleux afin de permettre les passages irréguliers dans la région est monnaie courante au Mali.

### COMMERCE

La Libye est une source importante d'armes et de munitions illicites pour les groupes armés au Mali. Parmi ces armes on compte notamment des mitrailleuses lourdes montées sur des véhicules 4x4. On a également enregistré une prolifération d'armes légères sophistiquées et meurtrières dans le centre du Mali. Elles pourraient provenir de stocks pillés et même être achetées directement auprès des forces de sécurité maliennes. Le problème du trafic d'armes s'intensifie avec l'extension du conflit à des territoires plus vastes du pays.

### ENVIRONNEMENT

L'exploitation forestière illicite est un problème considérable au Mali, les criminels s'attaquant notamment au bois de rose. Bien que le Mali ait interdit l'exportation de tout le bois brut, cela n'a pas empêché les exportations illégales vers les pays voisins et l'Asie. Plus de 3 000 espèces animales sont menacées d'extinction au Mali du fait du braconnage et du commerce illégal d'animaux sauvages, dont la tortue sillonnée, la sarcelle marbrée, la tortue sénégalaise, le vautour à tête blanche, le faucon, le chimpanzé, le crocodile, la gazelle dama et l'éléphant. Cependant, avec la fermeture des frontières terrestres et aériennes suite à la pandémie de COVID-19, les mouvements transfrontaliers liés la faune ont diminué. En ce qui concerne les crimes liés aux ressources non renouvelables, il existe, selon certains éléments, un commerce important d'or illicite entre le Mali et les raffineries des Émirats arabes unis impliquant des fonctionnaires. Des groupes armés contrôlent un certain nombre de mines artisanales dans le nord du Mali ou y ont accès et profitent de leur implication dans ce marché illégal.

### DROGUES

Bien que le pays ne soit pas un producteur important de cocaïne, le Mali est un important centre de transit. Sa région nord, frontalière de l'Algérie et du Niger, est un point de transit clé pour la cocaïne en provenance d'Amérique latine et à destination de l'Europe et du Moyen-Orient. Des membres de divers groupes armés sont impliqués dans le trafic de cocaïne, ce qui entraîne de violents affrontements entre rivaux. Bien que le commerce illicite de cocaïne soit largement attesté, les saisies sont très rares, ce qui suggère l'implication d'acteurs gouvernementaux aux niveaux national et local. L'héroïne est importée au Mali principalement par voie aérienne, souvent par l'intermédiaire de passeurs dits « en personne ». Cependant, en raison de la fermeture des aéroports due à la COVID-19, ce commerce a connu une baisse importante.

Le cannabis est cultivé à petite échelle au Mali, principalement pour la consommation domestique. Plus important encore, le Mali est un point de transbordement pour le marché régional du cannabis, la drogue étant acheminée vers les marchés européens via les pays voisins du Mali dans le cadre d'un réseau sahélien plus large. Comme pour la cocaïne, des groupes armés sont directement impliqués dans le trafic de résine de cannabis, et la concurrence entre eux a donné lieu à des violences. Le Mali est un pays de transit pour les drogues de synthèse, notamment le Tramadol et les méthamphétamines. Ces drogues proviennent généralement du Nigéria et sont destinées aux marchés étrangers, ainsi qu'à la consommation intérieure en hausse. Il y a certes des inquiétudes, mais aucune preuve tangible de production dans le pays.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

La corruption et le détournement de ressources de l'État ont lieu à tous les échelons du gouvernement malien. Le clientélisme et le népotisme sont monnaie courante dans le pays. Les grands trafiquants sont impliqués dans l'arène politique, et leur influence dans les campagnes électorales dans le nord est particulièrement forte. Certains dirigeants de groupes criminels organisés se sont même lancés dans des carrières politiques, tandis que d'autres trafiquants sont liés à l'État à travers des entreprises opérant dans l'économie légale, où ils sont en mesure de diversifier leurs activités et de blanchir leurs profits.

Les réseaux criminels sont répandus dans tout le pays et de nombreux groupes armés se livrent à différentes activités illicites. Le crime organisé au Mali finance la plupart des groupes armés, soit par le biais d'une implication directe, soit par des taxes ou des rackets à la protection. Le trafic d'êtres humains au Mali s'articule autour de différents groupes d'acteurs qui entretiennent des réseaux de relations criminelles qui se chevauchent. Dans de nombreux cas, les réseaux de traite des personnes dans le nord sont

intégrés au trafic de stupéfiants et aux groupes politico-militaires. Il existe des tensions permanentes entre les groupes armés et les réseaux de trafiquants, car leurs intérêts ne sont pas exactement alignés. Les affrontements autour d'économies criminelles sont souvent à la base d'alliances entre groupes armés.

Les réseaux de trafics de stupéfiants — qui sont nés du trafic de marchandises licites et illicites en provenance de Libye, d'Algérie et de Mauritanie vers le nord du Mali — sont contrôlés principalement par des groupes arabes et touaregs. Si d'autres ressortissants étrangers sont impliqués dans les économies criminelles de certains centres urbains du Mali, ils n'exercent pas de contrôle sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Des acteurs étrangers de la région du Sahel au sens large se sont associés pour dominer l'exploitation artisanale de l'or dans le nord du Mali, un secteur en plein essor.

La notion traditionnelle de groupes de type mafieux ne s'applique pas aux réseaux criminels maliens, car ces groupes n'ont pas de hiérarchies strictes. Cependant, certaines organisations criminelles subalternes peuvent avoir des hiérarchies de type mafieux.

## RÉSILIENCE

### LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le coup d'État militaire de 2012 au Mali a entraîné l'effondrement de l'État et de sa capacité à fournir des services de base dans de vastes régions du pays. Le gouvernement malien continue de travailler avec la communauté internationale à la restauration de l'appareil d'État et de sa capacité à fournir des services à l'ensemble du pays. Les troubles civils de masse survenus à Bamako en 2020 ont aggravé la situation et ont conduit à une crise politique toujours médiatisée. Le détournement, la fraude et la corruption sont répandus. La corruption et les niveaux élevés de crime organisé sont étroitement liés, et bien que des améliorations aient été apportées au cadre juridique du pays, le Mali a mis du temps à mettre en place des organes officiels de lutte contre la corruption. Le crime organisé reste un sujet tabou dans le processus de paix en cours.

Le Mali a ratifié un certain nombre de traités internationaux sur le crime organisé. Cependant, son rôle dans le cadre de la coopération internationale est avant tout celui d'un pays bénéficiaire. Le Mali a reçu un large soutien et un important financement de la communauté internationale — et bien que des cadres juridiques internationaux aient été mis en place pour lutter contre le crime organisé dans le pays, la plupart d'entre eux sont mal appliqués. Au niveau national, les lois

maliennes n'offrent pas de définition formelle du crime organisé, se cantonnant plutôt aux infractions relatives à la participation à des associations criminelles ou à des groupes terroristes. La corruption active et passive dans les secteurs privé et public est une infraction en vertu du Code pénal du pays. Il existe un écart important entre l'engagement juridique et l'application de ces lois.

### JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire malien souffre de nombreuses carences. En 2018, l'insécurité dans le nord et le centre du pays a conduit de nombreux membres du personnel judiciaire à abandonner leur poste dans ces régions. La corruption pose un problème majeur — et bien que le pays dispose de deux organes de surveillance pour y remédier, la corruption reste répandue. En matière de crime organisé, les poursuites judiciaires sont rares. De même, les forces de sécurité maliennes sont minées par des réseaux corrompus, dont certains sont associés au crime organisé. L'appareil de sécurité intérieure du Mali souffre d'un manque de ressources, de bas salaires et d'une formation inadéquate. Les capacités à faire appliquer la loi, qui ont toujours été limitées dans le nord du pays, sont désormais également très réduites dans une large partie du centre du Mali. L'intégrité territoriale

et la souveraineté du Mali en pâtissent, puisque de vastes parties du pays échappent au contrôle du gouvernement et connaissent toujours des niveaux élevés de violence.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

L'environnement réglementaire du Mali est relativement limité sur le plan économique, la traite et la contrebande étant profondément ancrées dans la structure sociale et économique du pays. Les bénéfices illégaux sont en grande partie issus de la contrebande de biens légaux, ainsi que de personnes et de marchandises illicites, telles des armes et des drogues, qui transitent par les frontières algérienne, nigérienne et mauritanienne. Al-Qaïda au Maghreb islamique et ses alliés, ainsi que les groupes armés alignés sur l'État islamique opèrent tous dans le nord du pays, où ils génèrent des fonds grâce à la contrebande et aux enlèvements contre rançon. Une grande partie de l'économie malienne est basée sur les espèces, ce qui rend difficile le suivi des flux financiers illicites. Le Mali est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, qui a créé des cadres pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la région.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le Mali n'a pas de programme de protection des témoins. Très peu de mécanismes ont par ailleurs été mis en place pour aider les victimes à sortir de l'esclavage. Le gouvernement oriente toutefois les victimes identifiées de la traite vers les prestataires de services concernés pour qu'elles puissent bénéficier d'un accompagnement. La plupart de ces prestataires de services sont des ONG financées par des donateurs privés et internationaux. En matière de prévention du crime organisé et du terrorisme, le gouvernement malien s'appuie sur les unités de renseignement, d'analyse et de maintien de la paix de l'ONU.

Il existe des réseaux actifs d'organisations de la société civile au Mali. Ces groupes contribuent à une culture politique relativement ouverte du pays et consultent régulièrement le gouvernement sur ses stratégies et politiques de sécurité. Cependant, leurs efforts sont entravés par le développement de l'insécurité dans le centre du Mali et même dans certaines parties du sud du Mali. D'un point de vue régional, le Mali a la réputation d'avoir une presse relativement libre. Les attaques contre les journalistes ont diminué ces dernières années, mais la liberté des médias reste fragile.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*